

#	English	French
Question 1	Page 31 of the RFP, Mandatory Criteria 3 (M3) states: "The Bidder MUST provide a sample audit verification checklist and audit plan relevant to environmental compliance." While we are able to provide an audit plan relevant to environmental compliance our audit verification checklist is considered an internal propriety document. Can the provision of a sample audit verification checklist be removed from the M3 requirements?	La page 31 de l'appel d'offres, critère obligatoire 3 (M3), stipule : "Le soumissionnaire DOIT fournir un exemple de liste de contrôle de vérification d'audit et de plan d'audit en matière de conformité environnementale. Bien que nous soyons en mesure de fournir un plan d'audit pertinent en matière de conformité environnementale, notre liste de contrôle d'audit est considérée comme un document de propriété interne. La fourniture d'un échantillon de liste de vérification d'audit peut-elle être supprimée des exigences M3 ?
Answer 1	No, both a sample audit plan and sample audit verification checklist MUST be provided. Bidders that fail to provide mandatory sample documents will be considered non-responsive. However, a complete audit verification checklist is not required; bidders may provide an excerpt or representative portion of the document to demonstrate responsiveness.	Non, un exemple de plan d'audit et un exemple de liste de contrôle de vérification de l'audit DOIVENT être fournis. Les soumissionnaires qui ne fournissent pas les échantillons obligatoires seront considérés comme non conformes. Il n'est toutefois pas nécessaire de fournir une liste de contrôle complète. Les soumissionnaires peuvent fournir un extrait ou une partie représentative du document pour démontrer leur réactivité.
Question 2	In reference to the financial bid section, page 36 of the RFP, we are seeking clarification on the reason it appears to assume that the Consultant(s) reside(s) in the Ottawa region for a national audit program for the purposes of determining allowable travel expenses. This seems to favour an Ottawa-based incumbent. We recommend revising this condition to provide equal opportunity for Canada-wide expertise.	En référence à la section de soumission financière, page 36 de la DDP, nous cherchons des éclaircissements sur la raison pour laquelle il semble supposer que le ou les consultants résident (s) dans la région d'Ottawa pour un programme national de vérification aux fins de déterminer les frais de déplacement admissibles. Cela semble favoriser un opérateur basé à Ottawa. Nous recommandons de réviser cette condition afin d'offrir des chances égales à l'expertise à l'échelle du Canada.
Answer 2	The allowable travel expenses are determined in accordance with the National Joint Council Directive on Travel and Living Expenses. Please refer to Appendice C of the directive as per section 7.7.2 of the RFP. http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/travel-voyage/index-eng.php	Les frais de déplacement et de séjour admissibles sont déterminés conformément à la Directive sur les frais de déplacement et de séjour du Conseil national mixte. Veuillez vous reporter à l'appendice C de la directive, conformément à la section 7.7.2 de la DP. http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/travel-voyage/index-eng.php
Question 3	Further, still in relation to the financial bid section, there does not appear to have any provisions for off-site or remote work (e.g., plan, protocol, or report preparation).	De plus, toujours en ce qui concerne la section relative à la soumission financière, il ne semble pas y avoir aucune disposition relative au travail hors site ou travail à distance (par exemple, plan, protocole ou préparation de rapport).

Answer 3	Your time to complete the off-site/remote work should be accounted for under column E (Estimated Total Number of Days) of Table 2 in Appendix 2 of the RFP.	Votre temps pour effectuer le travail hors site/à distance doit être comptabilisé dans la colonne E (nombre total estimé de jours) du tableau 2 de l'annexe 2 de la DDP.
Question 4	In addition, does the per diem rate include travel time? Do the 'audit days' prescribed within Annex "A1" include travel time?	De plus, le tarif journalier inclut-il le temps de déplacement ? Est-ce que les « jours d'audit » prescrits à l'annexe « A1 » incluent le temps de déplacement ?
Answer 4	The per diem rate does include travel time within the National Capital Region as per Table 1 in Appendix 2 of the RFP – The Per Diem Rate(s) is 'all inclusive' except for travel expenses on project business outside the National Capital Region. As for 'audit days', it does <u>not</u> include travel time. The audit days are the days spent on-site performing the facility audits.	Le tarif journalier comprend le temps de déplacement à l'intérieur de la région de la capitale nationale, tel qu'il est indiqué dans le tableau 1 de la pièce jointe 2 de la DP – Le tarif journalier est un tarif « tout inclus », sauf pour les frais de déplacement pour affaires liées au projet à l'extérieur de la région de la capitale nationale . Quant aux « jours de vérification», ils n'incluent pas le temps de déplacement. Les jours de vérification sont les jours passés sur place pour effectuer les vérification des installations.
Question 5	Regarding RC1, page 32: a. Would NRCan accept a US federal site project reference equally to that of a Canadian federal project (5 points)? b. Does "non-government organization" include private industrial clients (e.g. pulp & paper or other industry with labs)	Concernant RC1, page 32 : a. RNCan accepterait-il une référence d'un projet de site fédéral américain égal à celui d'un projet fédéral canadien (5 points)? b. ii) Le terme « organisation non gouvernementale » inclut-il des clients industriels privés (par exemple, les pâtes et et papiers ou toute autre industrie dotée de laboratoires) ?
Answer 5	a. Yes, that is acceptable b. Yes	a. Qui, c'est acceptable. b. Qui
Question 6	Do the proposed personnel require Reliability at the time of bid submission?	Le personnel proposé doit-il être fiable au moment de la soumission?
Answer 6	As per Part 6 – Security, Financial and Other Requirements, the Bidder's proposed individuals must meet the security requirements Before Award of a Contract.	Conformément à la partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, les personnes proposées par le soumissionnaire doivent satisfaire aux exigences en matière de sécurité avant l'attribution d'un contrat.
Question 7	Given the above requests for clarifications, can NRCan please extend the deadline by two (2) weeks?	Compte tenu des demandes de clarification ci-dessus, RNCan peut-il prolonger la date limite de deux (2) semaines ?
Answer 7	We will <u>not</u> be extending the deadline.	Nous ne prolongerons pas la date limite.

Question 8	RFP Section 7.3 Security Requirements for Canadian Supplier: PWGSC File No. 180737, bullet 1 states "The Contractor must, at all times during the performance of the Contract, hold a valid Designated Organization Screening (DOS), and obtain approved Document Safeguarding Capability at the level of PROTECTED B, issued by the Contract Security Program (CSP), Public Works and Government Services Canada (PWGSC)." Similarly the security checklist summary on page 29 of the RFP requires the categories of information/assets and IT Media to be at the level of Protected B. Is it possible for NRCan to reduce the Document Safeguarding Capability, information/assets and IT media security requirements to the level of PROTECTED A for this project?	Section 7.3 Exigences relatives à la sécurité de la DDP pour les fournisseurs canadiens : dossier n° 180737 de TPSGC, point 1 indique : « L'entrepreneur devrait détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, et obtenir une cote de protection des documents approuvée au niveau PROTÉGÉ B, délivrées par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). » De même, le résumé de la liste de contrôle de sécurité à la page 29 de la DDP exige que les catégories renseignements/biens et support relatif à la technologie de l'information (TI) soient au niveau Protégé B. Est-il possible pour NRCan de réduire les exigences en matière de sécurité des documents, renseignements/biens et support relatif à la technologie de l'information (TI) au niveau PROTÉGÉ A pour ce projet ?
Answer 8	The environmental auditing services include the Contractor conducting interviews with key personnel and preparing detailed reports. The information being collected and processed by the Contractor would be considered PROTECTED B level. NRCan is unable to reduce this to a PROTECTED A level as this would not accurately reflect the sensitivity of information being handled.	Les services d'audit environnemental comprennent l'entrepreneur qui mène les entrevues avec le personnel clé et qui prépare les rapports détaillés. Les renseignements recueillis et traités par l'entrepreneur seraient considérés comme étant de niveau PROTÉGÉ B. NRCan n'est pas en mesure de le réduire au niveau PROTÉGÉ A, car cela ne refléterait pas avec précision la sensibilité des informations traitées.
Question 9	In different Sections of the RFP the bidder is asked to provide security information. For example, Section 3.1.3.1 of the RFP requests that "The Bidder must provide the full addresses of the Bidder's and proposed individuals' sites or premises for which safeguarding measures are required for Work Performance" Should the Bidder provide this information within Section IV: Additional Information of their bid or would NRCan prefer this information in a different section?	Dans différentes sections de la DDP, le soumissionnaire est invité à fournir des informations de sécurité. Par exemple, la section 3.1.3.1 de la DDP demande que «le soumissionnaire devrait fournir l'adresse complète de ses installations ou de ses locaux et celles des individus proposés, pour lesquelles des mesures de sauvegarde sont nécessaires à la réalisation des travaux. » Le soumissionnaire doit-il fournir ces informations dans la section IV : Informations supplémentaires sur leur soumission ou NRCan préférerait-il que ces informations soient dans une section différente ?
Answer 9	This information can be provided within Section IV: Additional Information.	Ces informations peuvent être fournies dans la section IV : Informations supplémentaires.
Question 9	RFP Section 5.2.2 states that "the Bidder must provide a completed Contract Security Program	L'article 5.2.2 de la DP stipule que « le soumissionnaire doit fournir un formulaire de

	<p>Application for Registration (AFR) form to be given further consideration in the procurement process.” If the Bidder already holds a valid DOS, should this form be filled in again or should the bidder provide our current Organization Code, Facility Clearance Level and Document Safeguarding capabilities?</p>	<p>demande d’inscription (RFA) du Programme de garantie des contrats dûment rempli afin que le processus d’approvisionnement soit pris en considération ». Si le soumissionnaire est déjà titulaire d’un DOS valide, ce formulaire doit-il être rempli à nouveau ou le soumissionnaire doit-il fournir notre code d’organisation, notre niveau d’autorisation d’installation et nos capacités de protection des documents actuels ?</p>
<p>Answer 9</p>	<p>The bidder must submit a completed Application for Registration (AFR) form.</p>	<p>Le soumissionnaire doit soumettre un formulaire de demande d’inscription dûment rempli.</p>